

Symposium, les discours du GIEC, entre savoir, pouvoir et idéologie : ce que l'on met sur la table politique

Ce symposium aura pour objectif de mettre en évidence les rapports entre savoirs, pouvoirs et idéologies qui produisent et qui sont produits par les « discours du GIEC »

Il s'agit de prendre ainsi la mesure d'un outil d'expertise politique devenu central dans la production non seulement de décisions aussi bien au niveau de la politique instituée du côté de l'Etat, que de la politique moléculaire, des organisations citoyennes aux individus. Ces décisions peuvent prendre la forme d'actions affirmatives conformes aux recommandations mais aussi la forme du contournement, voire de la falsification, elles peuvent aussi conduire à produire de nouveaux modes d'organisation sociales et politiques.

Il convient de rappeler que le GIEC (*Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat* ou IPCC, *Intergovernmental Panel on Climate Change*) est un organisme international établi en 1988 sous l'égide de l'ONU et de l'OMM (organisation météorologique mondiale). Il est destiné à présenter l'état de l'art sur le changement climatique et ses conséquences par l'intermédiaire de trois groupes de travail

- Groupe 1 : physique du climat elle-même (climatologie)
- Groupe 2 : impacts, adaptation, résilience (sciences de l'environnement autre que la climatologie, socio-économie, principalement)
- Groupe 3 : mitigation (économie principalement, sur le coût des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre et le coût de l'inaction)

Ces groupes s'appuient sur des disciplines scientifiques de niveaux de robustesse et de fiabilité différents : la science du climat est la plus robuste, malgré les zones d'incertitude restantes (qui par ailleurs sont évaluées), viennent ensuite les autres sciences de l'environnement et finalement les évaluations économiques.

Les rapports du GIEC sont établis tous les 6 ou 7 ans. La dernière vague (AR5 ou *Assessment Reports 5*) date de 2014, la précédente (AR4) de 2007, et la prochaine verra le jour fin 2021/mi 2022. Ces rapports sont établis par un grand nombre de scientifiques des disciplines concernées (quelques centaines par rapport, entre les rédacteurs et les relecteurs).

A chaque vague de rapport du GIEC, chacun des groupes produit un volume de synthèse des connaissances, qui contient également un résumé pour décideur et un résumé technique. Enfin, le GIEC produit un rapport de synthèse final à partir des trois rapports de groupe¹. Par ailleurs, le GIEC produit régulièrement des rapports intermédiaires sur des sujets plus précis. Par exemple un rapport sur les risques liés aux événements extrêmes a été produit en 2012. Tous ces rapports sont librement téléchargeables en anglais sur le site (les rapports de synthèse et résumés pour décideurs existent en plusieurs langues dont le français).

Il n'existe donc pas un discours du GIEC, mais plusieurs : d'une part entre les rapports des groupes de travail et les résumés pour décideurs, ces derniers étant soumis à l'approbation

¹ A titre indicatif, pour la dernière vague (AR5), les rapports complets pour les groupes 1, 2 et 3 font environ 1500 pages, les résumés techniques environ 80 pages, les résumés pour décideurs une trentaine de pages, et le rapport de synthèse (résumant les trois rapports de groupe) environ 150 pages.

des Etats, et donc en général moins-disant en comparaison des rapports complets, et d'autre part entre les différents groupes de travail. Par ailleurs les rapports (complets, de synthèse, mais surtout résumés pour décideurs) servent de base, directement ou indirectement, à différents discours : académiques, journalistiques, politiques et citoyens (ONG).

La place occupée par les discours du GIEC comme institution d'expertise qui synthétise les savoirs, circonscrit ainsi un terrain complexe d'appropriation et de légitimité. Comme toute institution de ce genre, elle est implicitement menacée par des forces publiques qui peuvent mettre en doute ce savoir ou le détourner en fonction d'inquiétudes, de scepticisme, d'émotions.

Comme le lieu n'est évidemment pas exempt de luttes d'intérêts, notamment sur son volet le moins robuste en lien avec les enjeux économiques, il doit se confronter avec des exigences de vérité qui surgissent sur son bord externe, c'est à dire sur sa frontière qui peut devenir une marche puisque sur ce bord nous installons tous les lecteurs qui n'ont pas pris part à la rédaction des documents et qui y réagissent.

Les pratiques définies par une place de savoir comme le GIEC de fait luttent pour éduquer, discipliner, ordonner l'opinion publique, en l'informant et l'alertant et ainsi elles offrent un espace pour rendre présents les intérêts de la société monde. Enfin, pour apprivoiser la vérité et le doute, il faut produire des doctrines.

Etudier les récits du GIEC, c'est donc étudier cette place occupée par le GIEC comme institution de savoir et l'usage du monde que cela implique. Se fabrique ainsi des scènes de conseils faits au prince, où se déploient soit un principe d'autorité soit une réconciliation de la technique pratique et de la théorie. Dans tous les cas on souhaite objectiver des décisions.

Toutes les disciplines sont bienvenues pour étudier ces imbrications complexes en proposant des constructions d'objets précis ou englobant.

A titre d'exemples et sans aucune exhaustivité

Depuis les sciences humaines et sociales mais en incluant des chercheurs en sciences du climat et de l'environnement indispensables à l'éclaircissement de notions et de pratiques scientifiques non maîtrisées par leurs collègues de SHS.

En linguistique : on pourrait étudier les processus de condensation discursive des gros rapports aux résumés, puis d'extension discursive de ces textes à la presse et aux pétitions.

En anthropologie du politique : on pourrait étudier sur un mode non institutionnaliste la production des rapports du GIEC.

En histoire on pourrait étudier l'évolution des contenus de ces rapports comme tels, et tenter de comprendre les contextes qui conduisent de fait à les voir évoluer, contextes intra-discursifs et contextes extra discursifs.

En science politique on pourrait étudier la fabrique politique des arbitrages sur ces textes, mais aussi les usages politiques multiples des rapports.